



**Dure rentrée pour vos députés européens aux prises avec la crise de la zone euro !**

**Septembre 2011**

## **EMPÊCHER LE SCENARIO NOIR**

La généralisation des plans d'austérité en Europe débouche, comme prévu, sur la stagnation économique et la récession dans les pays les plus endettés. Cette décroissance ouvre le cercle vicieux qui mène au défaut de paiement : moins de rentrées fiscales, plus de dépenses sociales, moins de consommation des ménages, et moins d'investissements...

Privés de ressources, les Etats en difficulté ne peuvent pas se désendetter. D'autant que la surévaluation de l'Euro creuse le trou de leur déficit commercial.

Contraints d'emprunter sur le marché financier, ils se voient imposer des taux d'intérêt usuraires : 18% pour les emprunts à dix ans pour la Grèce,

(contre 2% pour l'Allemagne et 2,8% pour la France); 6%, déjà, pour l'Italie, et l'Espagne...

La dette grecque est évaluée désormais à 380 milliards d'euros. Le gouvernement de George Papandréou assure qu'elle sera remboursée rubis sur l'ongle. Les investisseurs pensent le contraire. D'où le "massacre" des valeurs bancaires en Bourse, qui détiennent des obligations d'Etat grecques, mais aussi portugaises, espagnoles, italiennes...

## **GARE A L'EFFET DOMINO**

Car les marchés financiers anticipent le scénario de la contagion. Si la Grèce, insolvable, fait défaut, disent-ils, pourquoi les autres Etats méditerranéens, eux aussi endettés et stagnants, n'en feraient-ils pas de même ?

Jusqu'à présent, la Banque centrale européenne (BCE) s'est portée à leur

secours, en achetant des titres de leurs dettes souveraines, à hauteur de 143 milliards d'euros.

En contrepartie, ils exigent toujours plus de coupes dans leurs dépenses publiques, les salaires et retraites, la protection sociale de leur population.

L'échec de cette médecine qui aggrave la récession et étouffe toute reprise, les amènera à couper le robinet.

## **MENACES SUR L'EURO**

Le "défaut" de plusieurs pays méditerranéens, s'il advenait, provoquerait le krach de nombreuses banques et l'implosion de l'Euro et de la zone Euro.

Celle-ci peut se produire "par le haut", l'Allemagne, la Hollande, la Finlande, l'Autriche adoptant un euro fort. Ou "par le bas" : la Grèce, le Portugal, l'Espagne, l'Italie retrouvant leurs monnaies nationales, et les "dévaluations compétitives".

## **L'ENGRENAGE D'UNE NOUVELLE CRISE MONDIALE**

Cette catastrophe aurait un coût exorbitant pour les pays européens et déclencherait une nouvelle crise systémique mondiale. Personne n'y a intérêt, et surtout pas les Allemands, qui sont ceux qui profitent le plus de la construction européenne (60% de leurs exportations se font dans la zone euro, 75% en Europe), et qui ont été les plus éprouvés par la crise de 2008 (-4,9% de leur PIB).

C'est pourquoi ce scénario peut et doit être évité.

## **RETROUVER LA CROISSANCE**

Sans retour à la croissance, rien ne sera possible : ni le désendettement, ni le redéploiement de nos économies vers les industries de l'avenir, ni leur reconversion écologique. Pour y parvenir, les socialistes européens proposent de mettre en œuvre une **stratégie différenciée** : les pays excédentaires d'Europe du Nord, et en premier lieu l'Allemagne, doivent relancer leur consommation intérieure et leurs investissements, afin de servir de locomotive à l'Europe. Les pays surendettés doivent redresser leurs finances, en adoptant des plans pluri annuels, afin de ne pas précipiter la récession.

## **SAUVER L'EURO**

Le coût d'une disparition de l'Euro et de la désagrégation de la zone euro serait incomparablement plus lourd que celui de leur sauvetage. Même madame Merkel est en train d'en prendre conscience.

## **MUTUALISER LES DETTES SOUVERAINES**

Pour sauver l'Euro, il faut mutualiser en partie les dettes souveraines -c'est-à-dire faire en sorte que ce soit les pays de l'Euroland qui s'en portent garants- afin que les pays surendettés puissent emprunter à des taux modérés (3%).

En contrepartie, ceux-ci doivent s'engager à stabiliser, puis à réduire leurs dettes et à moderniser leurs économies.

## **POUR UNE BANQUE PUBLIQUE EUROPEENNE**

Il faut accroître les moyens du Fonds européen de Stabilité financière (FESF), créé en mai 2010, et transformer ce fonds, comme le propose Martine Aubry, en **Banque publique européenne**, disposant d'un capital propre et émettant des euro-obligations. *"Dotée d'un capital de 200 milliards d'euros, la BPE pourrait lever jusqu'à 2000 milliards sur les marchés financiers, ce qui représente les ordres de grandeur nécessaires pour casser les spéculations"* écrit notre ex-première secrétaire.

En attendant la mise en place de cette institution, la BCE doit poursuivre l'achat de dettes souveraines, sans limitation, comme le fait la Banque centrale des Etats-Unis (FED).

## **L'AVAL DES ALLEMANDS**

Il n'est pas exact de dire que les Allemands sont contre : le SPD et les Verts sont pour. Ils ont de bonnes chances de gagner les élections législatives de novembre 2013.

Au sein de la CDU aussi, certains commencent à faire leurs comptes et constatent que l'Allemagne aurait beaucoup à perdre d'une dislocation de l'Euro : surévaluation de la

monnaie allemande, perte de débouchés en Europe...

## **PROMOUVOIR LA STRATEGIE "UE 2020"**

Le retour à une croissance durable exige que soient mises en œuvre les ambitieuses politiques communes adoptées par le Parlement européen, mais qui dorment, pour l'essentiel dans les cartons, faute de financement et de volonté politique :

- Grands travaux transcontinentaux d'infrastructure (interconnexion des réseaux énergétique, internet à haut débit, fret ferroviaire, TGV,...),
- Grands programmes d'investissement dans les industries du futur (les BNIC : biotechnologie, nanotechnologie, informatique, sciences cognitives,...),
- Transition vers une économie sobre en carbone et en matières premières (isolation thermique des bâtiments, énergies renouvelables, mobilité du futur,...),
- Politique agricole commune rénovée, Europe de la Recherche et de l'Innovation, Communauté européenne de l'Energie,...

## **TAXE SUR LES TRANSACTIONS FINANCIERES**

Les grands projets peuvent et doivent être financés par des ressources propres - taxes sur les transactions financières, taxe carbone,- et par l'emprunt : obligations européennes pour projets (*Europrojects*)

## AMELIORER LA GOUVERNANCE EUROPEENNE

La mutualisation et la monétisation des dettes souveraines ne se feront pas sans contreparties.

Les peuples des pays du nord de l'Europe n'accepteront de garantir les dettes des pays du Sud que s'ils sont assurés de ne pas verser leurs aides dans un puits sans fond.

Une madame ou un monsieur Euro, Ministre de l'Economie et des Finances, doit être désigné(e) pour veiller au sérieux des politiques budgétaires de tous les Etats membres et assurer leur coordination.

Il devra être à la fois Vice-président de la Commission européenne, président de l'ECOFIN -l'assemblée des Ministres de l'Economie et des Finances des 27 Etats membres-, Commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires, membre de droit du Conseil européen.

En s'appuyant sur les diverses instances européennes existantes, il devra coordonner les politiques macro-économiques des Etats-membres, veiller à l'application effective de la Stratégie UE 2020, conduire une politique active des changes, (conjointement avec la BCE), assurer la réciprocité et l'équilibre dans les échanges avec nos grands partenaires commerciaux, ainsi que le respect par tous des normes environnementales et sociales.

Henri Weber  
Député européen  
S&D

<http://www.henriweber.eu>  
<http://www.henri-weber.fr>

## TRANSPARENCE ET SUPERVISION

Nous voulons aussi compléter les trois Agences européennes de supervision, instituées en 2010 -une pour les banque, une pour les compagnies d'assurance, une pour les Bourses-par une Agence publique de notation, afin de casser le monopole des "trois vieilles"...Harmoniser la fiscalité européenne, en commençant par celle des entreprises, renforcer la lutte contre la fraude fiscale et les paradis fiscaux...

***Pour aller plus loin dans l'explication de cette crise et dans les remèdes que la social-démocratie entend mettre en œuvre ...***

**Paru cet été :**



*La gauche en ce début du XXIe siècle est confrontée à de nouveaux défis : mondialisation et financiarisation de l'économie, fragmentation de la société et du salariat, montée de l'individualisme moderne, avènement de la « vidéocratie », surgissement de « l'urgence écologique ».*

*Dans ce livre, je tente de montrer quel est le nouvel horizon de la social-démocratie européenne; j'analyse les réussites et les échecs de la gauche lors des deux dernières décennies : du blairisme à la social-démocratie nordique en passant par le socialisme méditerranéen ou le socialisme républicain à la française. Je plaide pour une refondation de la social-démocratie européenne qui renoue avec l'internationalisme des origines en s'affirmant d'emblée comme un acteur transnational et, au moins, européen ; qui réussisse l'éco-socialisme; invente les modes d'organisation et d'action adaptés au nouvel âge de la démocratie. Je tente d'y tracer pour la gauche européenne le chemin pour atteindre cette nouvelle frontière.*

Parlement européen - ASP 14G242  
60, rue Wiertz - B-1047 Bruxelles  
Tél : +32 (0)2 284 57 88 Fax : +32 (0)2 284 97 88  
Courriel : [henri.weber@europarl.europa.eu](mailto:henri.weber@europarl.europa.eu)